

ISTR Rapport

LA SOCIÉTÉ INTERNATIONALE SUR LA RECHERCHE DU TROISIÈME SECTEUR A LE PLAISIR DE PRÉSENTER UN COMPTE -RENDU PARTICULIER. CE RAPPORT EST UNE VUE D'ENSEMBLE DE LA DEUXIÈME RENCONTRE DU RÉSEAU DE RECHERCHES EN AFRIQUE DE LA ISTR (À NAIROBI, AU KENYA, EN NOVEMBRE 2001).

“La Mise en Question de la Société Civile en Afrique”

Kabiru Kinyajui

L'Afrique fait face à des défis nombreux et complexes. Ces défis émanent de la globalisation, des guerres et des conflits, de la recherche de processus et d'institutions de gouvernance, d'un accroissement de la pauvreté, de l'impact dévastateur du SIDA et de l'HIV, du déclin de l'aide extérieure et des investissements, et de la revitalisation culturelle et religieuse. Les changements continus dans l'Afrique du Sub-Sahara ont assisté à l'émergence et à la multiplication d'institutions de la société civile et en particulier d'organisations non-gouvernementales (les NGO). Les processus, les institutions et les acteurs principaux impliqués dans la dynamique et les défis de changement sont ainsi scrutés de près afin de voir de quelle manière ils affectent le développement de l'Afrique. Il existe donc une humeur dominante de désenchantement, de scepticisme et de mise en question du rôle et du fonctionnement de l'état et de la société civile, du marché, de la politique et des conditions des donateurs, et de la participation de communautés de base affectant et influençant le programme de changement.

La Deuxième Conférence Régionale Africaine de la ISTR tenue du 6 au 8 novembre 2001 à Nairobi sur le thème de “ la mise en question de la société civile en Afrique ” est un des nombreux forums organisés dans le but d'analyser et de réfléchir sur les opportunités et challenges auxquels le continent fait face. La conférence contribuait donc aux débats en cours et en particulier à ceux qui furent initiés par le Réseau Régional de Recherche de la ISTR lors de la première conférence tenue à Johannesburg, Afrique du Sud, en décembre 1997.

L'Institut d'Analyse Politique et de Recherche (IPAR), au Kenya, a accueilli la Deuxième Conférence Régionale. Trente-cinq participants d'Afrique, d'Amérique du Nord, d'Europe et d'Asie y ont assisté et seize présentations y furent données sur différents aspects du thème. Dans l'esprit de la

conférence, la rencontre a donné l'occasion de susciter de nombreuses questions et de provoquer des débats animés sur la nature, le rôle, la pertinence, le fonctionnement et l'avenir de la société civile dans le développement de l'Afrique. Certains débats se sont concentrés sur des questions théoriques tandis que d'autres se sont basés sur la recherche en cours dans un certain nombre de pays africains. La conférence a néanmoins maintenu un certain équilibre qui peut être attribué au fait que la majorité du travail théorique était ancrée sur des analyses et des recherches concrètes qui émergent dans ce domaine.

Mise en débat du concept de la société civile

Adam Habib, Njuguna Ngethe et Emmanuel Akwetey ont donné le coup d'envoi aux débats en soulevant des questions critiques qui ont en fin de compte dominé les délibérations des trois jours de la conférence. Ils ont exhorté les participants à aller au-delà des termes en vogue et des concepts articulés par les donateurs et les universitaires et de questionner sérieusement le sens et la pertinence du concept de la société civile dans une Afrique à prédominance rurale, faisant écho à une critique similaire bien soulevée dans le livre *Citizens and the Subjects (Les Citoyens et les Sujets)* de Mahmood Mamdani. Considérant l'histoire et le développement du concept de la société civile en Europe et comment celui-ci fut introduit et pratiqué dans l'Afrique coloniale, l'application de ce concept à la réalité africaine a été le sujet de débats controversés et, les délibérations de cette conférence n'y ont point échappé.

Le mémoire de Elke Zuern, *l'Apport de la Société Civile et du Débat Capital Social au Continent Africain - l'Exploration de l'Interaction entre les Organisations de Société Civile et le Changement de Régime*, a tracé le

développement du concept dans le nord et a indiqué comment il peut être redéfini et appliqué à l'analyse de la réalité africaine et aux processus de la transformation démocratique des régimes au Kenya, au Nigeria, en Afrique du Sud et en Zambie. La conférence, par la contribution d'orateurs pléniers, des participants et des mémoires présentés, a en fait ouvert à nouveau et continué le débat en cours de la définition, de l'histoire, la pertinence, la justesse et l'application du concept de la société civile à la dynamique contemporaine du changement africain. Bien que les délibérations aient été cordiales et collégiales, l'existence de différences profondes, de doutes et d'essais de redéfinir le concept pour accommoder la réalité africaine était bien présente.

Des questions furent posées quant à un concept plus inclusif qui pourrait être employé allant au-delà "des organisations volontaires et constituées de façon autonome en dehors de l'économie, organisations qui seraient indépendantes de l'état et liées par un ensemble de lois en commun" (Zuern) afin d'embrasser la "vie associative" et des groupes basés sur la communauté qui sont tant répandus dans le contexte africain. Cela inclurait des aspects variés de la vie en association qui caractérisait l'Afrique coloniale et post-coloniale et ne se limiterait pas aux enclaves urbaines qui étaient sous une forte influence coloniale. Un concept élargi qui assume la réalité prévalente reconnaîtrait les continuités et discontinuités de la vie traditionnelle, la créativité et les innovations institutionnelles que les gens ont démontré en s'adaptant aux circonstances changeantes du colonialisme, du nationalisme et de la globalisation.

Mammo Muchie et Susan Baca soulignent dans leur mémoire, la Distinction entre la Société Civile Organisée localement de Façon Autonome et la Constitution Globale de la Société civile en Afrique (The distinction between Self-organising Local Civil Society and The Global Constitution of Civil Society in Africa) l'aspect critique de la culture pour comprendre la nature, l'orientation et la racine du concept de la société civile en Afrique. Les auteurs introduisent le concept de "devise culturelle" en tant que véhicule qui peut être utilisé pour former le discours sur la société civile en la retranchant dans la dynamique des changements sociaux et culturels en cours. Ceci, à leur avis, pourrait contrecarrer les problèmes externes de définitions des donneurs de la relation entre l'état africain et la société civile. Le concept de "devise culturelle" restaurerait ainsi le droit de possession du discours sur l'état et la société civile au peuple africain et, irait à l'encontre de la tendance à "la fabrication" d'une nouvelle économie politique qui est caractérisée par de la tension entre l'état et la société civile. Alors que le mémoire de Zuern adoptait et utilisait le concept de la société civile tout en

étudiant les changements de régime, le mémoire de Muchie et Baca préconisait de questionner le contexte global constituant la société civile et les rapports avec l'état. Dans l'ensemble, ils ont mis en question la nature des discours globaux et ont préconisé la recherche de formes alternatives qui sont racinées dans la liberté culturelle africaine. La question s'est posée de même si la société civile en Afrique pourrait être un agent de "libération de la société africaine d'être constituée du discours global des acteurs sociaux et politiques" et ainsi aidant à construire un état fort, un marché fort, et une société civile forte pour former les piliers de la transformation sociale et économique de l'Afrique. Les discussions des deux mémoires auraient tendance à indiquer la tâche inachevée quant à la définition du concept de la société civile et à l'allocation d'un rôle approprié dans la société africaine et son évolution rapide. Cette mise en question s'est poursuivie dans d'autres mémoires et dans les conférences d'échanges tout au long des sessions plénières.

Les orateurs de note ont demandé aux chercheurs de surmonter les faiblesses méthodologiques particulières à l'étude des organisations de société civile et d'aboutir à un plan holistique du secteur afin de fournir un ensemble de savoir analytique bien documenté et informé de la réalité de la société civile africaine. Ils ont continué en accentuant le besoin de comprendre les changements historiques et contemporains en cours du concept de la société civile, changements qui ont lieu en Afrique, et comment la société civile «africaine» est liée et influencée par la globalisation. Tandis que la justesse et la pertinence du concept de la société civile en Afrique étaient mises en question, certaines suggestions furent émises dans le dessein d'une mise au point d'une critique analytique de la vie d'association qui a dominé la situation coloniale et qui forme bel et bien l'Afrique vibrante post-coloniale.

Les présentations d'Andrew Kiondo, Naino Abdoul Kader, Roch Mongbo et Mwaka Bwenge Arsene, qui se sont concentrées sur la Tanzanie, le Niger, le Bénin et la RD du Congo ont démontré la valeur d'une analyse de l'évolution de chaque pays pour montrer comment le concept a évolué et a été redéfini dans des circonstances historiques différentes. Ces présentations ont indiqué que le concept pourrait signifier différentes choses à des moments différents à la lumière des défis historiques et de l'espace disponible. Ceci fut remarqué en particulier au Bénin et au Niger où la transition d'un seul parti et d'un régime militaire à travers les Conférences Nationales a répercuté sur l'émergence et la nature de la société civile dans les deux pays. Ces expériences et luttes historiques ont formé la composition, la perspective et le développement de la société civile et la façon dont elle

a fait face aux défis de la démocratisation et sa relation avec l'état. De telles expériences historiques et contextuelles devrait informer la discussion et en fait, la définition de la société civile en Afrique.

Il fut aussi noté que certains segments du secteur étaient en cours de transformation en conséquence de leur relation et impact des institutions dominantes du monde financier, de l'état et des forces du marché. Plusieurs de ces changements en cours dans les organisations de la société civile ont été documenté dans la recherche récente et dans des écrits (voir Nsibambi :1998, Hulme et Edwards :1997, Mutunga :1999, Fowler :2000, etc).

D'autres questions ont émergé au cours des discussions qui suivirent la présentation des mémoires. Ces questions sont analysées ci-dessous sous le chapitre de la participation de la création de la politique publique et son implantation, la contribution de la société civile à la transformation des structures et processus de gouvernance, à la direction, à l'impact de l'aide des donateurs sur la société civile et la contribution possible des organisations de la société civile à la transformation des conflits. Des questions de recherche parcourent tous ces domaines.

Participation à la Création de la Politique Publique

Les rapports et relations entre la société civile et l'état d'un côté et le marché de l'autre ont été le sujet de nombreux débats. Les discussions se sont concentrées sur des questions du rôle compensatoire de la société civile dans le processus de réformes politiques, sociales et économiques, dans la participation à la création de la politique, dans les réformes agraires, dans les réformes du gouvernement local, dans la décentralisation et dans la prise de pouvoir au niveau économique. Cinq mémoires de la conférence ont souligné en particulier les diverses dimensions d'interface, d'interaction, d'association et les tensions entre la société civile et les institutions d'état.

Le mémoire de Muchie et Baca ont débattu que le discours global en cours sur l' "échec" et le "succès" de l'état en Afrique a souvent influencé fortement sur la manière avec laquelle les donateurs et les organisations internationales ont perçu, formé et promu l'association entre l'état et la société civile. Mais, le grand échec dans ce processus est l'incapacité "de supplanter les reliques et impositions globales et coloniales en développant une" devise culturelle "africaine qui convertirait l'état post-colonial en un état africain libre". Ainsi, Archie Majefe (2002) a soulevé dans un mémoire récent la question de la transformation de l'état africain en un état démocratique qui assurerait que la souveraineté du peuple soit un droit fondamental, qui embrasserait la justice

sociale et garantirait le moyen d'existence des citoyens ; or, cette question est loin d'être accomplie malgré les efforts récents de démocratisation.

Plutôt que de mettre en question ce postulat, le mémoire d'Emmanuel Akwetey souligne que la société civile a employé l'espace autonome disponible à un segment de la société civile pour interagir ou avoir une interface avec l'état dans les réformes politiques et socio-économiques au Ghana. Tout en étant conscient des limitations de l'état autoritaire post-colonial dans le développement des institutions de la société civile, il reconnaît le rôle que le régime courant joue en facilitant l'interface entre l'état et la société civile et le secteur privé. Néanmoins, le mémoire identifie les faiblesses de la société civile en termes de capacités institutionnelles et organisationnelles afin de bénéficier pleinement de l'espace émergeant, une question qui a fait écho dans d'autres mémoires parlant de la participation. Le souci fondamental ici, est de savoir si cette capacité constitue l'agence et le mécanisme pour "libérer la société africaine d'être constituée par le discours global des acteurs sociaux et politiques" et ceci en particulier quand il est reconnu que l'interaction se poursuit sous la surveillance et le contrôle de l'état et de la Banque Mondiale et de la IMF. En conséquence, le besoin de questionner si la reconnaissance que la société civile a été accordée au Ghana par l'état, les organismes de l'ONU et la Banque Mondiale dans les discussions liées aux réformes politiques et économiques ne constitue pas la légitimation d'arrangements globaux pour la création de la politique et son implémentation. Le rôle marginal que la société civile tend à jouer dans la formulation de la politique est bien illustré dans la préparation de la Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté au Ghana, une position qui n'est pas unique à ce pays, comme il est évident dans d'autres pays dans le processus de préparation des Travaux de recherche pour la Réduction de la Pauvreté de la Banque Mondiale.

Le mémoire de Susan Booyen sur "La Société civile et sa Participation dans la Création de la Politique en Afrique du Sud" a fourni une excellente discussion détaillée sur la participation de la société civile dans l'Afrique post-apartheid, mémoire basé sur des résultats de recherche de trois études de cas : la restructuration du gouvernement local, la politique de réforme agraire et la prise de pouvoir de l'économie noire. Ces trois études de cas ont indiqué la mesure dans laquelle différents composants de la société civile ont été accordés certaines mais rarement jamais d'opportunités continues et consistantes de participation. La situation montre une diversité d'interactions dans des espaces qui sont variés par la phase du processus de la politique, des intérêts dominants et de la nature de la politique. Alors que

le mémoire a fourni des aperçus très importants dans le mécanisme de la participation dans divers domaines et circonstances de la politique, le sort de la société civile n'est pas dissemblable à celui du Ghana où des officiels publics (le donneur ou l'état) encourage la participation mais, en pratique les organisations de la société civile sont marginalisées par la nature, l'opération et la culture dominante des institutions de l'état et du donneur. Le manque de capacité institutionnelle et organisationnelle est aussi évident en Afrique du Sud. Le mémoire de Booyesen va au-delà de la reconnaissance de cette faiblesse de la société civile pour recommander des stratégies pour accroître les capacités de la société civile à différents niveaux afin de participer et contribuer à la création de la politique publique.

Bien qu'on ne soit arrivé à aucun consensus, une reconnaissance de la nature complexe, contradictoire et problématique de la promotion effective à la participation à la création de la politique publique et au besoin de recherches pour en traiter en circonstances concrètes fut atteints.

Gouvernance et Transitions de Régime

Dans beaucoup de pays africains, les acteurs et institutions de la société civile sont considérés comme des joueurs critiques dans le processus de la démocratisation. La contribution de la société civile dans le changement démocratique reçoit de plus en plus l'attention de la recherche. L'optimisme qui caractérisait la période précédente de la contribution de la société civile à ce processus se transforme en une estimation plus informée et réaliste.

Les discussions lors de la conférence ont montré cette approche plus sobre. Les discussions qui se sont développées autour des mémoires de Mwaka Bwenge Arsene, Roch L. Mongbo, Naino Abdoul Kader et Elke Zuern ont aidé à souligner les faiblesses et les limitations de la société civile dans l'avancement de l'agenda de démocratisation aussi bien que la spécificité des conditions existant au Bénin, à la RD du Congo, au Kenya, au Niger, au Nigeria, en Afrique du Sud et en Zambie. Cependant, il a été reconnu que la société civile a contribué de manière significative aux débats publics sur la démocratisation et le contrôle des élections dans les pays cités ci-dessus aussi bien qu'au Ghana, au Lesotho, au Malawi, en Tanzanie et au Zimbabwe. Ces débats ont donné aux citoyens une voix qui n'était pas représentée dans les sphères politiques et économiques de la société. Le potentiel et les possibilités d'employer la société civile pour la définition de ce que sont des élections justes et libres, de surveiller des élections et l'exécution en général de réformes démocratiques présentent aux citoyens une ouverture à la participation dans le processus de leur gouvernance. On remarqua que la

société civile procure une voie organisationnelle critique pour l'inclusion, la participation et la contribution en ce qui est des défis posés par des réformes politiques, sociales et économiques. Les expériences indiquées dans les mémoires présentés et les discussions qui en ont résultées ont montré l'utilité du concept de la société civile pour essayer de comprendre, d'analyser et d'accepter les préoccupations contemporaines de prise de pouvoir, consultation, contestation et participation dans le processus et les structures de gouvernance. Il a été noté que l'état, le secteur privé, les citoyens et les donneurs, sont tous assidûment intéressés à voir la société civile s'attaquer aux préoccupations concernant l'allègement de la pauvreté, la corruption, la gouvernance, la décentralisation et la participation. Un mécanisme critique de mobilisation des citoyens dans les politiques de réforme et de restructuration des rapports de pouvoir dans la société renforce ainsi l'espace, l'autonomie et les capacités institutionnelles de la société civile.

Leadership (direction)

Le mémoire d'Alan Fowler, Njuguna Ng'ethe et Jeremiah Owiti, *les Déterminants du Leadership Civil en Afrique : Résultats d'une Etude Exploratoire des ONG au Kenya* rapporte une recherche récente des déterminants du développement du leadership des ONG au Kenya. Ainsi que le mémoire le note, ceci est un secteur qui a été négligé non seulement en Afrique mais aussi dans des études de leadership civique dans les pays industrialisés. Tandis que la question peut se poser quant à la raison de la négligence sérieuse de l'étude du leadership dans le secteur, l'attention devrait plutôt se diriger à combler l'écart par une recherche systématique et détaillée pour que des recherches de ce genre puissent être utilisées à enrichir les propos sur le rôle, l'impact et l'avenir de la société civile en Afrique.

Les résultats de cette étude semblent indiquer que l'on peut apprendre beaucoup du fonctionnement des ONG et en général des institutions de la société civile en analysant les caractéristiques du leadership. Ce genre de recherche peut surmonter la faiblesse courante de savoir quant à comprendre comment le leadership des ONG façonne l'interaction de la société civile et l'état d'un côté et les communautés servies de l'autre. Il est évident que ce genre de recherche peut enrichir des débats théoriques en apportant des aperçus pratiques du leadership dans le domaine des discours sur la société civile. Alors que cette question est clairement un champ de recherche dans l'avenir, le centre d'intérêt devrait cependant être élargi pour donner au leadership des ONG des opportunités de réfléchir et donner leurs aperçus d'experts dans l'opération et la dynamique des ONG dans la société. Cela contribuerait

énormément à la théorie et à la pratique. Il existe cependant la question de propriété et de financement de ce genre de recherche. Il est douteux que les donateurs des ONG veuillent donner leur support à ce genre d'activités étant donné qu'ils se préoccupent davantage d'activités de projet plutôt que de réflexion. Il y a des exceptions telle la contribution récente aux débats de politique par des ONG internationaux ainsi qu' OXFAM et Action Aid le montrent.

L'Aide et l'Impact des Donneurs sur la Société Civile

Les rapports entre l'aide des donateurs et la société civile en Afrique ont figuré de façon proéminente dans les discussions et presque dans tous les mémoires présentés à la conférence. Cet intérêt s'est centré sur la manière avec laquelle les donateurs ont dominé le sujet de l'agenda, l'opération, les programmes, les capacités, les rapports et le leadership de la société civile et sa fonction. Comment une «authentique» société civile africaine peut émerger, opérer et garder son autonomie dans le champ africain fut une des questions concernant cette issue. Le manque d'indépendance et d'autonomie de la société civile africaine, dû à la lourde dépendance du financement et de l'agenda des donateurs, a été le propos de plusieurs critiques. En effet, les donateurs ont eu tendance à façonner l'orientation dominante, le langage et les activités de la société civile. Ce phénomène a été critiqué par Hulme et Edwards dans leur livre intitulé *Les ONG, les Etats et les Donneurs: Plutôt dangereux*: 1997. Alors que ce sujet reste un point épineux et a été traité dans tous les mémoires de la conférence, le débat n'a pas avancé suffisamment pour accepter le défi posé par Alan Fowler afin d'explorer l'esprit d'entreprise social et l'innovation civique en tant que moyen d'aller au-delà de l'aide de développement (Fowler 2000b).

Les mémoires ont offert l'évidence montrant comment l'aide des donateurs a façonné la participation des institutions de la société civile dans le dialogue de la politique et l'implémentation de la politique au Ghana, en Namibie, au Malawi, en Zambie et en Afrique de Sud. Les influences des donateurs ne se sont pas limitées aux vastes questions de la décentralisation, de la participation, de l'allègement de la pauvreté et de la démocratisation mais aussi à la manière dont les ONG ont été développés, professionnalisés, dirigés et dont les systèmes de responsabilité, évaluation et report sont exécutés. En bref, les rapports entre les donateurs et la société civile ont été scrutés de manière critique comme un processus d'incorporation d'organisations locales dans un agenda global et les priorités des ONG du Nord, qui sont eux-mêmes incorporés dans le modèle et les priorités de développement.

Une recherche basée sur la manière avec laquelle l'aide façonne l'opération et les caractéristiques de la société civile en Afrique est nécessaire pour que les conséquences de ce processus puissent être mises en question et pour que des réponses puissent, on l'espère, en émerger.

La Société Civile et la Pacification

Beaucoup de pays africains sont en plein conflits et guerres qui absorbent d'énormes énergies à mener et de longs efforts à résoudre. L'Angola, la DRC, la Somalie et le Soudan sont quelques exemples des pays qui mènent des conflits et des guerres intraitables. Des essais pour terminer ces guerres ont occupé les efforts d'acteurs internationaux et d'organismes aussi bien que des pays tels que les USA, la Grande-Bretagne, la Suède et la Norvège. Des organisations de la société civile dépensent aussi beaucoup de ressources afin d'encourager des résolutions pacifiques des conflits et incite les acteurs à s'engager dans le processus de pacification et du maintien de la paix. Le rôle de la société civile dans ces conflits est peu analysé ou compris. Comment apporter "la civilité" à l'Afrique violente, telle a été posée la question douloureuse. Cependant, les mémoires qui furent présentés à la conférence et les discussions qui en suivirent n'en ont pas traité. Les délibérations de la conférence ont seulement effleuré ce domaine qui n'est pas suffisamment étudié de la perspective de la contribution de la société civile. La présentation d'Arsene a exprimé les espérances des organisations de la société civile dans la matière des conflits de la partie orientale de la RDC mais elle n'a pas analysé comment cet espoir pourrait se réaliser.

Dans le passé, l'attention s'est surtout tournée vers le rôle des ONG dans leur services de secours d'urgence en situations de crise. La tâche tout aussi importante de transformation de conflits, pacification et maintien de la paix, qui a été entreprise par des organisations de la société civile, n'a pas cependant reçu l'attention qu'elle mérite en tant que recherche et discours dans les forums africains ; ceci en dépit de la prolifération des ONG travaillant sur le terrain des résolutions de conflits et maintien de la paix.

Conclusion

Les mémoires présentés à la conférence ont tenté de venir aux prises avec des questions persistantes, pratiques et théoriques du développement des ONG, un discours qui a souligné les contradictions et la nature à facettes multiples de la société civile en Afrique. Le potentiel et les possibilités ont été aussi discutés. La plupart des mémoires ont traité de questions théoriques, mais ont éclairé les discussions résultant de recherche provenant de l'analyse de la participation

actuelle de la société civile traitant de questions pratiques de développement. L'expérience acquise dans des pays comme le Bénin, le Cameroun, la RD du Congo, le Ghana, le Kenya, le Niger, le Nigeria, l'Afrique du Sud et la Zambie aussi fut partagée.

La société civile, telle qu'elle a émergé de la conférence, a contribué à élever des questions urgentes de la participation à la création de la politique publique, facilitant la bonne gouvernance et l'édification du leadership des ONG. L'interaction et la contestation entre l'état et la société civile, aussi bien que le rôle des donneurs en façonnant l'agenda et l'opération de la société civile en Afrique, furent aussi mis en question en tant que moyen de venir aux prises avec le rôle, l'impact, la pertinence et l'avenir des organisations de la société civile en qualité d'acteurs proactifs dans le développement africain. Au-dessous de ces débats s'est posée la question de ce qu'est l'authentique société civile africaine, articulante et exerçant opérationnellement un agenda africain, sans danser à la musique de l'idéologie néo-libérale et des besoins des donneurs. La mise en question de la liberté civile en Afrique est définitivement un projet continu et on espère que les débats continuent, et en particulier alors que de nouveaux efforts sont en cours pour revitaliser les économies africaines par l'intermédiaire de la Nouvelle Association pour le Développement de l'Afrique proposée (NEPAD).

Bibliographie des Mémoires de Référence:

1. Akwete, Emmanuel – *Au-delà d'un Rôle Compensatoire: La Société Civile et le Défi d'Association à l'Etat et au Secteur Privé dans les Réformes Socio-Economiques au Ghana.*
2. Bercu, Silvia – *Un Modèle d'Auto-Organisation pour une Société Non-Violente.*
3. Booyen, Susan - *La Société Civile et la Participation à la Création d'une Politique Publique en Afrique du Sud.*
4. Bornstein, Lisa and Smith, Terence.- *Des Standards de Direction à la Pratique de Développement: Une Etude de la Chaîne d'Aide en Afrique du Sud.*
5. Camay, Phiroshaw and Gordon, Anne J. – *Le Rôle de la Société Civile dans la Définition et la Promotion d'Élections Démocratiques Justes et Libres dans Certains Pays Africains.*
6. Fowler, Alan, Ng'ethe, Njuguna and Owiti, Jeremiah – *Les Déterminants du Leadership Civil en Afrique: Les Résultats de Recherche d'une Etude Exploratoire des ONG au Kenya.*
7. Galvin, Mary and Habib, Adam – *Les Donneurs, les Rapports Etat-ONG et la Politique de Décentralisation "Orientée vers la Communauté" : l'Approvisionnement d'Eau dans l'Afrique du Sud Rurale en vue de l'Expérience en Namibie.*
8. Hlela, Kenneth Siphlelo – *Une sphère publique et Rurale et les Associations Civiques Officielles: la Vie Associative en Afrique du Sud Rurale (En Jetant un Coup D'oeil au Premier Etablissement officiels de Ruth à Johannesburg).*
9. Matenga, Chrispin Radoka – *La Pratique et l'Orientation Changeantes des ONG du Nord: Implications pour le Développement de l'Afrique.*
10. Muchie, Mammo and Baca, Susan – *La Distinction entre la Société Civile Locale -Organisée Indépendamment et la Constitution Globale de la Société Civile en Afrique.*

11. Myllylä, Susanna – *La Production de connaissances sur la Société Civile Urbaine en Afrique obtenues dans les rues: Les ONG professionnelles brisant la Barrière du Silence Urbain.*
12. Mensah-Opoku, Paul – *L'Extension des Frontières de la Recherche sur les Rapports ONG/Gouvernement en Afrique.*
13. Tembo, Fletcher – *L'Accroissement de la Force de Levier Politique: Le Rôle Critique des ODNG dans une Société Civile Stratégique (Etudes de Cas au Malawi).*
14. Zuern, Elke – *L'apport du Débat sur la Société civile au Continent Africain: l'Exploration de l'Interaction entre les Organisations de la Société Civile et le Changement de Régime.*
15. Arsene, Mwaka Bwenge – *La Société Civile Congolaise Dans Le Miroir De La Transition Démocratique et de Deux Dernières Guerres.*
16. Naino, Abdoul-Kader – *Démocratie, Développement et Gouvernance: Peut-t-il y avoir une Société Civile au Niger? (1960 – 2001).*
17. Mongbo, Roch L. – *Politiques, Etat, et Société Civile au Bénin: Légitimité et Rôles de la Société Civile dans la Promotion du Développement et de la Bonne Gouvernance en Afrique de l'Ouest.*

D'autres Références:

1. Nigeria, Abuja: *The New Partnership for Africa's Development (NEPAD)* – October 2001.
 2. Mafeje, Archie: "Democratic Governance and New Democracy in Africa: Agenda for the Future", A paper presented at the Africa's Scholars Forum meeting April 26 – 28 2002, Nairobi, Kenya.
 3. Nsibambi, Apolo: (Ed), *Decentralisation and Civil Society in Uganda: The Quest for Good Governance.* Fountain Publishers, Kampala 1998.
 4. Sachikonye, Lloyd: (Ed): *Democracy, Civil Society and the State: Social Movements in Southern Africa.* Sapes Books, Harare, 1995.
 5. Hulme, David and Edwards, Michael: (Eds): *NGOs, States and Donors: Too Close for Comfort.* Macmillan Press Ltd, London 1997.
 6. Kabwegyere, T.B: *People's Choice, People's Power: Challenges and Prospects of Democracy in Uganda.* Fountain Publishers, Kampala 2000.
 7. Fowler, Alan: "Civil Society, NGOs and Social Development: Changing the Rules of the Game", *Occasional Paper*, No. 1, United Nations Research Institute for Social Development, Geneva January 2000.
 8. Fowler, Alan: "NGDOS as a moment in history: beyond aid to social entrepreneurship or civic innovation?" *Third World Quarterly*, Vol 21, No 4, pp 637-654, 2000.
 9. Mamdani, M.: *Citizen and Subject: Contemporary Africa and the Legacy of Late Colonialism*, Currey, London: 1996.
 10. Mutunga, W.: *Constitution Making from the Middle: Civil Society and Transition Politics in Kenya, 1999: 1992-1997*, Mwendu, Harare.
- Pillay, Devan: "Globalisation, Marginalization and the Retreat of the State of Africa: The Role of Civil Society in the Pursuit of Democratic Governance, Socio-Economic Development and Regional Integration": *ISTR Occasional Report*, July 1998.

Kabiru Kinyanjui est le consultant principal des Associés de Recherche et de Développement Kio à Nairobi, Kenya et le Président de l'Initiative-Afrique de Paix à Nairobi et des Services Consultatifs KREP. Jusqu'à l'an dernier, il était le Spécialiste Senior du Programme du Centre de Recherche et du Développement International (CRDI) où il était responsable des programmes de politique sociale en Afrique de l'Est et du Sud. Auparavant, il a travaillé en tant que Professeur Adjoint de Recherche et en tant que Directeur de l'Institut d'Etudes du Développement à l'Université de Nairobi, Kenya. Kabiru Kinyanjui est un diplômé de l'Université de l'Afrique de l'Est et de l'Université de Harvard.